



## CONVENTION DE SERVITUDES

Commune : Billy-Montigny (62133)

Département : Pas-de-Calais

**Ouvrage RTE : Liaison aérienne à 225 000 volts BOIS BERNARD - VENDIN**

**Référence RTE : Ca16LA 2025-8399**

### Entre les soussignés :

**RTE Réseau de transport d'électricité**, société anonyme à conseil de surveillance et directoire au capital de 2.132.285.690 euros, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le n° 444.619.258, dont le siège social est situé Immeuble Window - 7C, place du Dôme - 92073 Paris La Défense Cedex, représentée par M. Cyril WAGNER, en sa qualité de Directeur adjoint, dûment habilité à cet effet, faisant élection de domicile à Direction Développement Ingénierie, Centre Développement Ingénierie Lille, 62 rue Louis Delos - MARCQ EN BAROEUL 59700 ;

Ci-après désignée par l'appellation « **RTE** »,

**D'une part,**

**Et**

La **Commune de Billy-Montigny**, représentée par **M. Yanis GAUDILLAT**, Maire, agissant pour le compte de la commune et autorisé à cet effet par délibération du Conseil Municipal n°.....du.....

Agissant en qualité de propriétaire, désignée ci-après par l'appellation « **le propriétaire** ».

**D'autre part.**

### Il a été exposé ce qui suit :

Le propriétaire déclare que les parcelles ci-après désignées (sauf erreur ou omission du plan cadastral lui appartiennent.

Nature de l'Emprise	Ossature concernée	Code Insee	Section	Numéro Parcelle	Nature des Cultures
Support	1/4 pylône n°11(ex16/39) Renforcement des fondations	62133	AM	0378	Prairies naturelles 1ère catégorie
Surplomb	Entre le pylône n°10(ex17/38) et le pylône n°11(ex16/39)	62133	AM	0378	Prairies naturelles 1ère catégorie
Surplomb	Entre le pylône n°11(ex16/39) et le pylône n°12(ex15/40)	62133	AM	0378	Prairies naturelles 1ère catégorie
Support	3/4 pylône n°11(ex16/39) Renforcement des fondations	62133	AM	0388	Prairies naturelles 1ère catégorie
Surplomb	Entre le pylône n°11(ex16/39) et le pylône n°12(ex15/40)	62133	AM	0388	Prairies naturelles 1ère catégorie

Le propriétaire déclare en outre, conformément à l'article R. 323-8 du code de l'énergie, que les parcelles ci-dessus désignées sont actuellement :

- non exploitées.

Les Parties, vu les protocoles d'accord conclus entre la profession agricole, RTE et ENEDIS sont convenues de ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>** - Après avoir pris connaissance du tracé de la liaison aérienne à 225 000 volts BOIS BERNARD - VENDIN sur les parcelles ci-dessus désignées, le propriétaire reconnaît à RTE, que cette propriété soit close ou non, bâtie ou non, les droits suivants :

- 1° Maintenir à demeure 1 support pour conducteurs aériens d'électricité dont les dimensions approximatives au sol (fondations comprises) sont respectivement de :

Quantité	Longueur	Largeur	Unité	Support	Tranche d'indemnisation
0,25	7,85	7,85	m	1/4 pylône n°11(ex 16/39)	55 m2 à 65 m2
0,75	7,85	7,85	m	3/4 pylône n°11(ex 16/39)	55 m2 à 65 m2

- 2° Maintenir les conducteurs aériens, et néant liaison de télé-information liée à l'exploitation de l'ouvrage électrique, au-dessus de desdites parcelles sur une longueur totale d'environ 258 mètres, se décomposant ainsi :

Quantité	Unité	Description/Portée
30,00	m	Entre le pylône n°10 (ex 17/38) et le pylône n°11 (ex 16/39)
3,00	m	Entre le pylône n°11 (ex 16/39) et le pylône n°12 (ex 15/40)
225,00	m	Entre le pylône n°11 (ex 16/39) et le pylône n°12 (ex 15/40)

- 3° Couper les arbres et branches qui, se trouvant à proximité de l'emplacement des supports et conducteurs aériens d'électricité, gênent leur pose ou pourraient par leur mouvement ou leur chute occasionner des courts-circuits ou des avaries aux ouvrages.

Par voie de conséquence, RTE pourra faire pénétrer sur la propriété ses agents ou ceux des entrepreneurs dûment accrédités par elle, en vue de la construction, la surveillance, l'entretien et la réparation des ouvrages ainsi établis.

Avertissement en sera donné aux intéressés par voie d'affichage en mairie et/ou d'avis publié dans la presse, et sauf cas d'urgence, préalablement aux travaux.

**Article 2** - Le propriétaire conserve la propriété et la jouissance des parcelles mais renonce à demander, pour quelque motif que ce soit l'enlèvement ou la modification de la ligne électrique, telle qu'elle est désignée à l'article 1<sup>er</sup>.

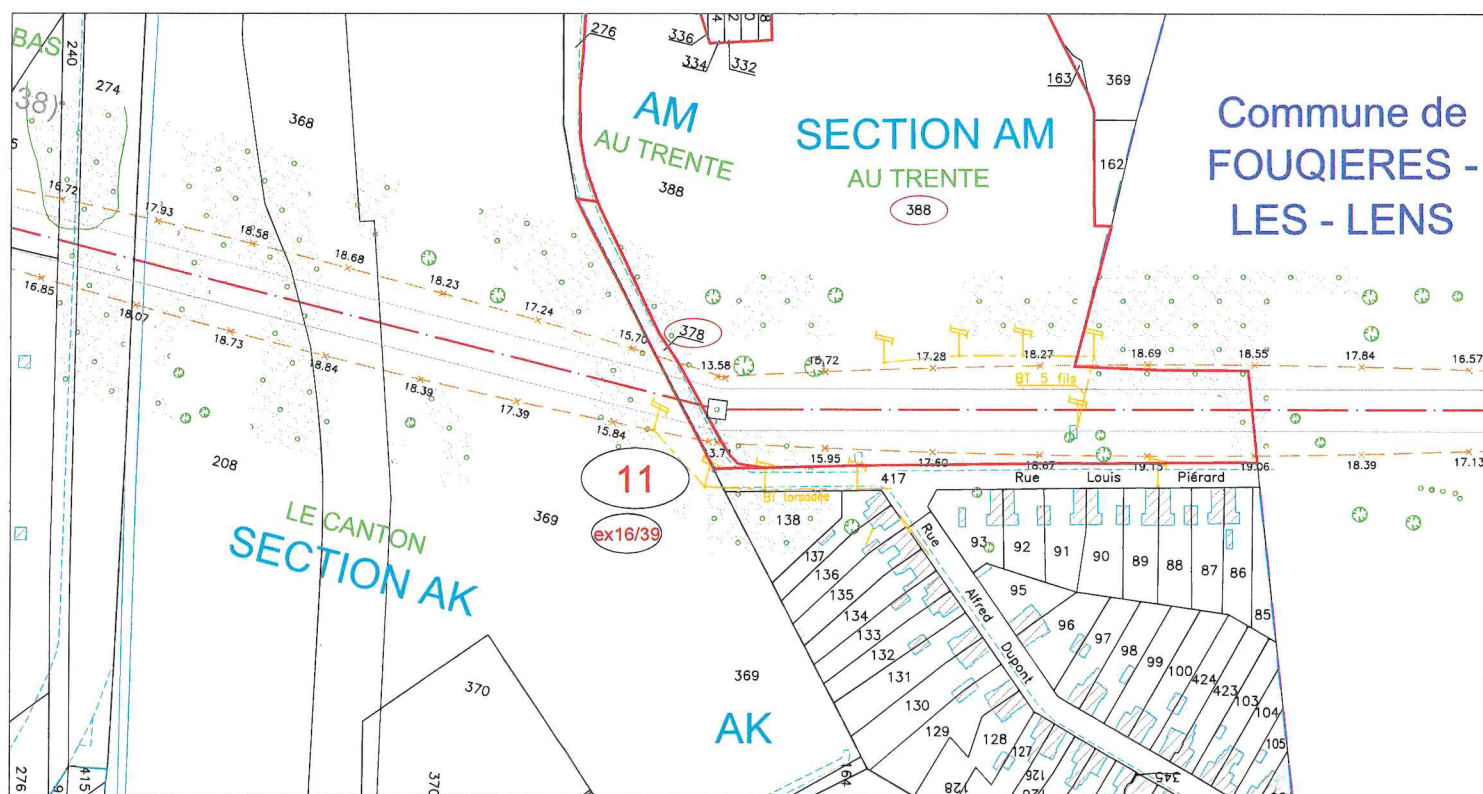
Il s'engage en outre à ne faire aucune plantation, aucune culture et plus généralement aucun travail et aucune construction qui soit préjudiciable à l'établissement, à l'entretien, à l'exploitation et à la solidité des ouvrages ou à la sécurité.

Il pourra toutefois :

- élever des constructions à condition de respecter entre lesdites constructions et les conducteurs d'électricité les distances minimales de protection prescrites par les règlements en vigueur ;
- planter des arbres de part et d'autre de la nappe des conducteurs, à condition que le sommet d'un arbre, supposé tomber perpendiculairement sur cette nappe de conducteurs, reste toujours, au cours de la chute, à une distance supérieure à 5 mètres des conducteurs les plus proches.



Envoyé en préfecture le 09/06/2026  
Reçu en préfecture le 10/06/2026  
Publié le 10/06/2026  
ID : 062-216201335-20260606-DEL26\_53-DE



NOM : COMMUNE DE BILLY MONTIGNY  
Représentée par M. Yanis GAUDILLAT en qualité de Maire  
Reconnait avoir reçu un exemplaire du présent extrait du plan parcellaire  
Pour accord le : .....  
Signature

Pour le cas où le propriétaire ferait des travaux, quelle que soit leur nature, dans la bande de servitudes de la ligne aérienne ou à proximité de cette bande, il devra déposer une Demande de Travaux (DT) et une Déclaration d'Intention de Commencement de Travaux (DICT), conformément à la réglementation en vigueur



Le réseau  
de transport  
d'électricité

CENTRE DEVELOPPEMENT ET D'INGENIERIE LILLE

## Liaison aérienne à 225 kV BOIS-BERNARD - VENDIN





### PLAN PARCELLAIRE (Extrait au 1 / 1500)

DEPARTEMENT DE DU PAS DE CALAIS (62)

COMMUNE DE BILLY - MONTIGNY

Section : AM Parcelles : 378 & 388

Légende :

-  Axe de la ligne électrique
-  Limite de commune
-  Support et ligne à déposer
-  Support projeté

Centre Développement Ingénierie Lille

G.M.R FLANDRE-HAINAUT  
41, RUE ERNEST MACAREZ  
59300 VALENCIENNES  
Tél. 03 27 23 85 00

Ce plan a été établi par la société  
LAGLASSE & OMHOVERE  
sous sa responsabilité  
en date du 07/07/2025

 **LAGLASSE  
& OMHOVERE**  
Email : [contact@lom.fayat.com](mailto:contact@lom.fayat.com)  
Tél. : 03.87.52.61.83

Le Venturi  
ZAC Mermoz  
57155 MARLY

Envoyé en préfecture le 09/06/2026  
Reçu en préfecture le 10/06/2026  
Publié le  
ID : 062-216201335-20260606-DEL26\_53-DE

**Article 7** - La présente convention prend effet à dater de ce jour et est conclue pour la durée de l'ouvrage dont il est question à l'article 1<sup>er</sup> ou de tous ceux qui pourraient lui être substitué, sur l'emprise de l'ouvrage existant.

**Article 8** - Dans le cadre de la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 en vigueur et du Règlement européen n°2016/679/UE du 27 avril 2016 (dit « RGPD ») le propriétaire ci-dessus mentionné autorise RTE à stocker les données personnelles, issues de la DGFIP (Direction Générale des Finances Publiques), du présent document et à en faire usage dans le strict cadre de la gestion des conventions de servitude de ses liaisons électriques.

Fait en quatre exemplaires à ....., le .....

<p><b>Commune de Billy-Montigny</b>  <b>Représentée par M. Yanis GAUDILLAT,</b>  <b>en qualité de Maire</b>  <i>(Signature précédée de la mention</i>  <i>manuscrite « Lu et approuvé »)</i></p>	<p><b><u>Pour RTE</u></b>                  Signé le : .....  <b>Cyril WAGNER</b>  <i>Directeur adjoint</i></p>
--	--



En outre, en cas de travaux particuliers du propriétaire concernés par les zones d'implantation des ouvrages électriques déposées par RTE sur le portail Internet du « Guichet Unique », le propriétaire devra remplir une déclaration de projet de travaux (DT) et une déclaration d'intention de commencement de travaux (DICT) conformément à la réglementation en vigueur.

**Article 3** - A titre de compensation forfaitaire et définitive des préjudices spéciaux de toute nature résultant de l'exercice des droits reconnus à l'article premier, RTE s'engage à verser, lors de l'établissement de l'acte notarié prévu à l'article 5 ci-après, au propriétaire, qui accepte, une indemnité de **736,00 € (sept-cent-trente-six euros)**,

Se décomposant de la façon suivante :

- renforcement des fondations du pylône n°11(ex 16/39) : 736,00 euros ;

Toute nouvelle plantation réalisée par le propriétaire postérieurement à la signature de la présente convention sur les surfaces indiquées sur le décompte joint ne saurait faire l'objet d'une nouvelle indemnisation de la part de RTE en cas de nécessité de coupe ou d'abattage au regard des distances de sécurité par rapport aux ouvrages de RTE.

Toutefois, les dégâts qui pourraient être causés aux cultures et aux biens à l'occasion de la construction, de la surveillance, de l'entretien et de la réparation des ouvrages (à l'exception des abattages et élagages d'arbres dont l'indemnisation est assurée en vertu du présent article) feront l'objet d'une indemnité supplémentaire fixée à l'amiable suivant les modalités du protocole signé entre la profession agricole et RTE en vigueur à la date des dommages ou, à défaut d'accord, par le tribunal compétent.

**Article 4** - Le propriétaire ou, tout exploitant agricole dûment autorisé par le propriétaire sera dégagé de toute responsabilité à l'égard de RTE pour les dommages qui viendraient à être causés de son fait à la ligne faisant l'objet de la présente convention, à l'exclusion de ceux résultant de l'utilisation d'un véhicule à moteur ou d'un acte de malveillance.

En outre, si l'atteinte portée à la ligne résulte d'une cause autre que l'utilisation d'un véhicule à moteur ou d'un acte de malveillance et si des dommages sont ainsi causés à des tiers, RTE garantit le propriétaire ou éventuellement tout autre exploitant agricole contre toute action aux fins d'indemnité qui pourrait être engagée par ces tiers.

**Article 5** - La présente convention ayant pour objet de conférer à RTE des droits plus étendus que ceux prévus aux articles L. 323-4 et suivants du code de l'énergie sera réitérée par acte authentique par devant Maître Valérie DELCOURT, notaire à 1 BOULEVARD JEANNE D'ARC - 59500 DOUAI, dans un délai raisonnable, à la demande de la partie la plus diligente, les frais dudit acte restant à la charge de RTE.

Le propriétaire s'engage, dès maintenant, à porter la présente convention à la connaissance des personnes, qui ont ou qui acquièrent des droits sur les parcelles traversées par la ligne, notamment en cas de transfert de propriété.

Il s'engage en outre à faire reporter dans tout acte relatif à ces terrains l'existence de la convention.

Au cas où la ligne citée à l'article 1<sup>er</sup> ne serait pas réalisée, la présente convention sera nulle et non avenue et les servitudes relatives à la ligne électrique ne seront pas inscrites au service de la publicité foncière / au livre foncier ou, si elles ont déjà fait l'objet d'une inscription, en seront radiées. Dans ce cas, le propriétaire restituera à RTE l'indemnité perçue.

**Article 6** - Le tribunal compétent pour statuer sur les contestations auxquelles pourrait donner lieu l'application de la présente convention est celui de la situation des parcelles.